

# Macron recadré par Hollande sur le statut des fonctionnaires

FRÉDÉRIC SCHAEFFER / CHEF ADJOINT DU SERVICE FRANCE | LE 18/09 À 17:39, MIS À JOUR À 23:21



Emmanuel Macron. - AFP

Le chef de l'Etat s'est dit « attaché » au statut des fonctionnaires. Son ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, avait jugé que le statut de la fonction publique « n'est plus justifiable » .

Après sa bombe sur les 35 heures lâchée fin août , Emmanuel Macron s'est attaqué à un nouveau totem de la gauche en jugeant ce vendredi que le statut de la fonction publique « *n'est plus justifiable* » , s'attirant un recadrage immédiat du président de la République, François Hollande.

Interrogé sur la réforme de l'Etat lors d'une rencontre organisée le matin par le think tank de gauche « En temps réel », le ministre de l'Economie a jugé que le statut des fonctionnaires n'est « *plus adapté au monde tel qu'il va* » et « *surtout n'est plus justifiable compte tenu des missions* ».

Et le ministre de l'Economie d'ajouter : « *on va progressivement entrer dans une zone - on y est déjà d'ailleurs-, où la justification d'avoir un emploi à vie garanti sur des missions qui ne le justifient plus sera de moins en moins défendable* ». Avant d'enfoncer le clou : « *Je ne sais pas justifier que quelqu'un qui travaille dans la cybersécurité dans une PME soit un contractuel en CDD et que quelqu'un qui travaille, par exemple, dans mon ministère dans le développement économique doit être un fonctionnaire. Il n'y a plus de justification fonctionnelle à cela* ».

## « Un levier de changement »

Le ministre de l'Economie a estimé que la gauche devait ouvrir ce débat sur le statut de la fonction publique dans le cadre d'une réflexion sur les missions de l'Etat pour continuer à réduire la dépense publique au-delà du plan de 50 milliards programmés d'ici à 2017 : « *Nous devons mener cette réflexion car elle est un levier de changement* ». « *Cela serait certainement très compliqué de traiter du stock [des fonctionnaires, NDLR] mais en flux il faut conduire cette réflexion* ». Une façon de faire serait, par exemple, de ne pas remplacer tous les fonctionnaires partant à la retraite (ce qui est de facto déjà le cas dans les ministères non prioritaires).

Un sujet pour le moins explosif ! Le ministre suggère de mener le débat, «*non pas en stigmatisant celles et ceux qui travaillent dans le service public mais en menant les choses de manière moderne et en construisant notre propre pensée. Sinon la première chose qu'on nous dira, c'est que ce sont des idées de la droite. Je ne crois pas, non...*».

## Aller plus loin

Intervenant plus tard lors d'une rencontre au siège de l'OCDE, Emmanuel Macron a estimé plus globalement qu'il serait très difficile de réduire davantage les dépenses publiques sans s'interroger sur les missions de l'Etat. Ramener le taux de dépenses de « *53%, 53,5%* » en 2017 à 50%, « *c'est plus difficile parce que les réformes paramétriques que nous sommes en train de conduire (...), on est quasiment au bout* ». Le prochain quinquennat nécessitera donc d'aller plus loin, non seulement sur « *les réformes structurelles dans la sphère sociale* » mais aussi sur la place de l'Etat lui-même. « *Sur la sphère étatique, il faut s'interroger sur les missions de manière plus transparente* », a-t-il indiqué.

François Hollande a recadré son ministre en début de soirée vendredi, se disant « *attaché* » au statut des fonctionnaires. Décorant un fonctionnaire, le chef de l'Etat a loué en lui « *un fonctionnaire d'Etat, un fonctionnaire attaché à son département de la Corrèze et, comme je le suis, attaché à son statut* ». « *A aucun moment, je n'ai parlé d'une réforme du statut de la fonction publique que le gouvernement envisagerait* », a réagi un peu plus tard le ministre de l'Economie à l'AFP, cherchant à dégonfler la polémique. Pas de réforme donc, mais la tentation pour Emmanuel Macron d'ouvrir le débat.